



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° **008** /AONO/ MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU **22 JAN 2026**
EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DU BAC DE FRANCHISSEMENT DE NGOHO, DANS
L'ARRONDISSEMENT D'EYUMEJOCK, DEPARTEMENT DE LA MANYU.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la campagne de construction des bacs sur certains cours d'eau de la république du Cameroun pour le compte de l'exercice budgétaire 2026, 2027 et 2028, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de construction du bac de franchissement de NGOHO, dans l'Arrondissement d'Eyumejock, Département de la Manyu.

2. Consistance des travaux

Ces travaux portent sur les tâches suivantes :

- L'installation générale de chantier, incluant l'installation de chantier proprement dite ainsi que l'amenée et le repli du matériel ;
- La réalisation des études d'exécution et des plans de récolement, ainsi que la production et la transmission des documents afférents (projet d'exécution, journaux de chantier, rapports, plans de récolement, etc.) ;
- Les travaux de nettoyage, de terrassement et de chaussée comprenant le débroussaillage, le déforestage, l'abatage d'arbres, le déblai ordinaire mis en dépôt et remblai, le remblai en graveleux latéritique, les purges, la mise en forme de la plateforme, la création des fossés et une couche de roulement en graveleux latéritique ;
- Les travaux d'assainissement comprenant la fourniture et pose des dalots de 1x1, la création des puisards en béton pour dalot et les tête de dalot en béton ;
- Les travaux de construction de pylônes, de quais et massif d'encrage, la construction des accès bétonnés et des fosses divergeant ;
- La signalisation et les équipements, comprenant la fourniture et la mise en place de panneaux de signalisation métalliques de type A et C, ainsi que la réalisation de balises ;
- Les travaux de construction et assemblages des barges y compris, la mise en l'eau des barges ;
- Les travaux de construction des portiques, rampes d'accès, bande de roulement en tôle striée, la fourniture et installation des appontements métalliques, d'un système d'articulation des rampes, des palans de guidage et la fourniture et construction du platelage en madrier transversale (bois dur traité) (Madriers de 500 *8 *20cm) y compris bande de roulement (500*4*20 cm) ;
- La fourniture, construction et mise en place des éléments et accessoires et d'un groupe neuf de traction ;
- La fourniture d'un groupe neuf de traction y compris les sujétions.

3. Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert sont constitués en un (01) lot présenté comme suit :

N° de lot	Région	Bac	Financem ent	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type d'intervention
I	Sud-ouest	Bac de NGOHO	BIP	460 000 000	08	Construction du Bac

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de quatre cent soixante millions (460 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux, tel que prévu par le Maître d'Ouvrage, est fixé à huit (08) mois calendaires. Ce délai prendra effet à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou Groupement d'Entreprises de Travaux Publics de droits camerounais installés sur le territoire Camerounais.

7. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINTP - Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est « En ligne (online) ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à cinq cent mille (500 000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située

au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables du Ministère des Travaux Publics, à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent dix mille (110 000) Francs CFA**, au titre d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...)

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 24 FEV 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD accompagné du récépissé de dépôt de la CDEC ainsi que l'original de la Caution de soumission devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu-dit nouveau centre administratif au plus tard le 24 FEV 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

“AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 008 / AONO/ MINTP/CIPM-TCRI /2025 du 22 JAN 2026
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DU BAC DE FRANCHISSEMENT DE NGOHO, ARRONDISSEMENT
D'EYUMEJOCK, DEPARTEMENT DE LA MANYU.
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES
2026, 2027 et 2028.
“ COPIE DE SAUVEGARDE, ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION ET
RECEPISSE DE DEPOT DELIVRE PAR LA CDEC ”

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être déposées sur la plateforme COLEPS.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 4 FEV 2026 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 3^{ème} étage du bâtiment B de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit nouveau centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

a) Du Dossier administratif non conforme en raison :

- de l'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) lors de l'ouverture des plis.

b) de l'Offre technique non conforme en raison :

- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence de référence justifiant que le soumissionnaire a exécuté au cours des **dix (10) dernières** années, au moins un marché des travaux de construction, de Réhabilitation des bacs ou de construction métallique ;
- de l'absence de possession en propre du matériel minimum à savoir:

N°	Désignation	Quantité
01	- Poste de soudure	2
02	- Tire-fort	2
03	- Un groupe électrogène ≥ 15 KVa	1
04	- Une pirogue à moteur	1
05	- Un véhicule pick - up.	1

- de l'absence d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur de Génie Naval/ Génie Industriel/ Génie Mécanique ou équivalents ayant au moins BAC+5 ans ; au moins sept (07) années d'expérience dans la construction métallique et avoir réalisé au moins un projet de construction, ou de réhabilitation des bacs ;
- de l'absence du rapport et la visite du site ;
- de la capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances d'au **moins 160 000 000 FCFA** ;
- de la non satisfaction d'au moins 02 critères sur l'ensemble des 03 critères essentiels ;

c) De l'Offre financière non conforme en raison :

- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de la non-conformité du Sous-détails de prix unitaires conformes au modèle fourni dans le DAO ;

d) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

e) du non-respect du format de fichier des offres ;

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur les **trois (03) critères** des critères essentiels ci-dessous :

- **Le personnel proposé (01 critère) ;**
- **Le matériel à mobiliser (01 critère) ;**
- **Méthodologie, Organisation et Planning (01 critère)**

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

Le présent Appel d'Offres est constitué d'un lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

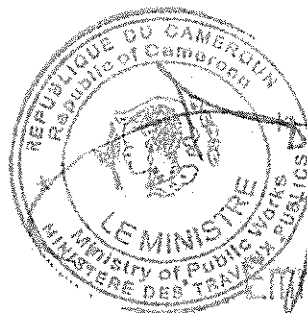
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, tél : 222 22 92 34 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 22 JAN 2026

Le Ministre des Travaux Publics



[Signature]
Emmanuel NGANOU D.



No. **008** OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONO/ MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF **22 JAN 2026**
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO
CONSTRUCT THE NGOHO FERRY, IN THE EYUMOJOCK SUBDIVISION, MANYU
DIVISION.

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the campaign to build ferries over certain rivers in the Republic of Cameroon for the 2026, 2027 and 2028 financial years, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tenders for the construction of the NGOHO ferry in the Eyumojock Subdivision, Manyu Division.

2. Scope of Works

These works involve the following tasks:

- General site installation, including the actual site installation as well as the delivery and removal of equipment;
- Conduct of execution studies and post completion drawings, as well as drafting and transmitting related documents (final design, site logs, reports, post completion drawings, etc.);
- Clearing, earthworks and pavement works including bush clearing, deforestation, tree felling, depositing ordinary excavated material and backfilling, lateritic gravel backfill, purging, reshaping of the roadbed, constructing ditches and a lateritic gravel wearing course;
- Drainage works include the supply and installation of 1x1 box culverts, construction of concrete sumps for box culverts and concrete culvert heads;
- Construction of masts, quays and anchor blocks, construction of concrete accesses and diverging ditches;
- Signs and safety equipment, including the supply and installation of type A and C metal road signs, as well as the installation of markers;
- Construction and assembly of barges, including launching of these barges into water;
- Construction of gantries, access ramps, steel chequered plate deck, supply and installation of metal piers, a ramp articulation system, guide hoists, supply and construction of transverse plank decking (treated hardwood) (500 *8 *20 cm planks) including the steel plate deck (500*4*20 cm);
- The supply, construction and installation of components and accessories and a new traction unit;
- Supply of a new traction unit, including all undefined contractual obligations.

3. Allotment

The works under this Open National Call for Tenders shall be tendered for in (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Ferry	Financing	Estimated budget, including taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
1	South-West	NGOHO ferry	PIB	460,000,000	08	Ferry construction

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of studies is four hundred and sixty million

(460,000,000) CFA francs including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The overall time frame for the completion of the works set by the Project Owner is **eight (8) calendar months**. This time frame takes effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all Cameroon-based public works contractors or consortia governed by Cameroonian law.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by **MINTP Public Investment Budget - Financial years 2026, 2027 and 2028**.

8. Bidding Method

Bidding shall be done **"online"**. In other words, offline bidding is not possible.

9. Bid Bond

Each tenderer must attach to his administrative documents a hand-paid bid bond, issued by one of the bodies or financial institutions authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents. The amount of the bond is **five hundred thousand (500,000) CFAF** and it shall be valid for thirty (30) days from the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first class bank or financial institution authorised, by the Ministry in charge of Finance, to issue bonds within the framework of public contracts, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a bidder during bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

The Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, in the new administrative centre at ETOUDI, upon publication of this Call for Tenders.

It can also be accessed **online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>** on the PCRA website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of the Tender documents may be obtained during working hours in the Project Owner's offices at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters building at Etoudi, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and ten thousand (110,000) CFA francs**

Upon withdrawal of the Tender Documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, telephone number, Fax, E-mail, etc.)

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download at the addresses indicated above. However, on-line tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on **COLEPS** platform latest on 24 FEB 2026 at 11 a.m.

Besides, an uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD and the original bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, located in the new administrative centre at ETOUDI, no later than 24 FEB 2026 at 11 a.m. It shall bear the following:

008 *OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 008 /AONO/ MINTP/CIPM-TCRI/2025 of 22 JAN 2026
**IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT
THE NGOHO FERRY, IN THE EYUMOJOCK SUBDIVISION, MANYU DIVISION.
FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, 2026, 2027 and 2028
FINANCIAL YEARS.
"BACK-UP COPY, ORIGINAL BID BOND AND DEPOSIT RECEIPT ISSUED BY CDEC".**

File size and format

For on-line tendering, the maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer;

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

The administrative documents, the technical bid and the financial bid must be submitted on the COLEPS platform.

The Project Owner will reject:

- Bids submitted after the submission deadline;
- Bids that do not comply with the bidding method.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any possible petition. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by the bidder during bid opening session shall be rejected.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on 24 FEB 2026 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, located on the 3rd floor of Building B of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at the new administrative centre, Etoudi.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

These include:

a) Non-compliant administrative file due to:

- Absence of the bid bond at the bid opening session;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48-hour extension (except the bid bond).

b) Non-compliant technical file due to:

- Absence of formal declaration that no contract has been abandoned over the past three years;
- Absence of the stamped and signed integrity charter;
- Dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental clauses;
- Absence of a reference justifying that the tenderer carried out, over the **past ten (10)** years, at least one ferry construction, rehabilitation contract or metal construction;
- Absence of minimum in-house equipment, namely:

No.	Description	Quantity
01	- Welding station	2
02	- Hand-winch	2
03	- Generator $\geq$ 15 Kva	1
04	- Motorised canoe	1
05	- Pick-up vehicle	1

- Absence of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): Holder of a Naval Engineering/Industrial Engineering/Mechanical Engineering degree or equivalent with at least GCE A/L+ 5; minimum seven (7) years of general experience and having completed at least one (1) ferry construction or rehabilitation project;
- Absence of site visit report;
- Lack of a financing capacity (available credit line) of **at least 160,000,000 CFAF**, issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance;
- Failure to comply with at least 02 of the 03 essential criteria;

c) Non-compliant financial file due to:

- Absence of an element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities);
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Non-compliance of the breakdown of unit prices with the model provided in the Tender Documents;

d) False declarations, fraudulent practices or forged documents;

e) Non-compliance with the file format for tenders;

15.2. Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated out of **three (3)** of the following essential criteria:

- Proposed staff on (1 criterion);
- Equipment to be mobilised (on 1 criterion);
- Methodology, organisation and planning (1 criterion)

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria, including any proposed discounts.

17. Maximum Number of Lots:

This Call for Tenders shall consist of a single lot.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90) days** with effect from the initial tender submission deadline.

19. Further Information

Further information may be obtained during working hours in the Project Owner's offices, at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works housing the central services, at Etoudi, Tel.: 222 22 92 34 or online on the COLEPS at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, or any other malpractice, please contact CONAC, by dialling 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 22 JAN 2026



Emmanuel NGANOU D.